

CHAIRE UNESCO DE BORDEAUX
sur la formation des professionnels du développement durable



**Forum "Plan d'action concerté
pour le développement durable"**

**Stratégie de développement touristique rural
Sud marocain
du 20 au 26 novembre 2000**

Cette mission s'est déroulée sur 8 jours à Agadir et à travers l'Anti Atlas Marocain de la Province de Taroudant.

1. Le cadre général de la coopération déconcentrée Franco Marocaine

Dans le domaine de la coopération déconcentrée, l'accent a été mis depuis deux ans sur un élargissement de la coopération vers les Régions du Maroc, afin de ne pas se limiter aux seules capitales et aux seules directions centrales des ministères marocain et français.

C'est ainsi que les traditionnels projets mis en œuvre par les directions centrales se sont nouvellement enrichis d'une coopération entre services déconcentrés de l'état ou établissements d'enseignement.

Des directions départementales et régionales de l'équipement coopèrent ainsi avec leurs homologues marocaines : la DDE du Gard avec celle de Tétouan, celle des Landes avec Agadir, celle du Languedoc-Roussillon avec Fès, etc., tandis que les Centres d'études techniques de l'équipement d'Aix-en-Provence et de Bordeaux sont en partenariat avec les Centres régionaux d'études techniques de Fès et Marrakech.

De même, dans le domaine de la coopération décentralisée, les actions conduites dans le cadre du développement local des municipalités marocaines connaissent une forte progression.

Plusieurs villes françaises et marocaines sont engagées dans un processus de partenariat : Romans et Taroudant, Maxéville et Imouzzer du Kandar, Belfort et Mohammedia, Essaouira avec Saint-Malo et Pézenas...

Afin de bénéficier de financements européens, trois dossiers ont été soumis, dans le cadre du programme " Life Pays Tiers ", aux instances de l'Union européenne, en collaboration avec le secrétariat d'état marocain chargé de l'Environnement.

Ce partenariat a déjà permis la prise en compte du projet d'" Appui juridique et institutionnel ", à destination du Maroc.

Plusieurs opérateurs techniques spécialisés, tels le Bureau de recherche géologique et minière (BRGM), l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile-de-France (IAURIF), le Centre international de l'eau de Nancy (NANCIE), Météo France, s'appuient sur nos programmes de coopération pour développer avec nos partenaires marocains des projets financés soit sur budget national marocain, soit sur crédits multilatéraux (Banque mondiale, Union européenne).

2. Le Forum "Coopération et Développement Local"

Plan d'action concerté pour le développement durable de la province de Taroudant

A) L'organisation matérielle du Forum d'Agadir

L'organisation matérielle a été parfaitement assurée par l'association "Migration et développement" qui avait retenu à cet effet "le village de l'électricien" à Agadir. Cette infrastructure de grande taille était particulièrement bien choisie en cette période de basse saison touristique. Les salles modulaires et grandes salles a permis de répondre parfaitement à l'accueil des participants, au travail en plénière et en groupe. De plus, les capacités d'hébergement importante et la restauration étaient de qualité et appropriés à un séminaire sur le développement. L'accueil fut très chaleureux. La qualité du travail, des relations et de l'accueil ont eu pour seul inconvénient que je n'ai pas vu Agadir...

B) Le Forum d'Agadir du 20 et 21 novembre 2000

Dans le cadre de son action de coopération décentralisée et participative, l'Association « Migrations et Développement » a organisé un Forum intitulé « Coopération et Développement local - Un plan d'action concerté pour Taroudant. » Ce forum initié avait pour but de approfondir la réflexion et de débattre des orientations stratégiques pour définir un plan de développement durable de la province de TAROUDANNT

Ces deux journées d'étude ont été précédées (18 et 19 novembre) de visite de terrain de différentes réalisations de la dite société avec les associations villageoises, auxquelles je n'ai pu me joindre. Elles furent particulièrement riches, mais limitées par les capacités physiques de participants.

Ont participé à ce Forum : Ministères marocains, Communauté européenne, Coopération française, des Universités, des associations de développement européennes, des représentants extérieurs de l'État, des Communes rurales, des Associations villageoises et de l'Association Migrations et Développement ainsi que d'autres participants (voir la liste des participants ci-après).

C) Les deux composantes de l'association "Migrations et développement"

1) L'origine de "Migrations et développement"

La "fermeture" des frontières et l'évolution vers des migrations permanentes plutôt que tournantes a de nombreux effets pervers. Elles privent les pays d'origine de la partie la plus dynamique de leur population car, contrairement aux idées répandues, les pays riches n'accueillent pas la misère du monde mais les plus solides et les plus audacieux. La perte est lourde pour le pays d'origine lorsque ces personnes ne peuvent rentrer et mettre leur dynamisme et les compétences acquises durant l'émigration au service de leur pays. De plus, les entraves à la mobilité des étrangers les incitent à rester dans le pays d'accueil, non par choix mais par crainte de ne pouvoir revenir. Conduits à une intégration forcée, ils font venir leur famille proche et limitent peu à peu leurs envois, privant les pays d'origine de ressources financières et matérielles nécessaires.

2) "Migrations et développement" en France et en Europe

la "fermeture" des frontières et l'évolution vers des migrations permanentes plutôt que tournantes a de nombreux effets pervers. Elles privent les pays d'origine de la partie la plus dynamique de leur population car, contrairement aux idées répandues, les pays riches n'accueillent pas la misère du monde mais les plus solides et les plus audacieux. La perte est lourde pour le pays d'origine lorsque ces personnes ne peuvent rentrer et mettre leur dynamisme et les compétences acquises durant l'émigration au service de leur pays. De plus, les entraves à la mobilité des étrangers les incitent à rester dans le pays d'accueil, non par choix mais par crainte de ne pouvoir revenir. Conduits à une intégration forcée, ils font venir leur famille proche et limitent peu à peu leurs envois, privant les pays d'origine de ressources financières et matérielles nécessaires.

3) "Migrations et développement durable " au Maghreb

Au Maroc, les associations villageoises se sont fédérées pour créer une structure "Migrations et Développement Local" dont le siège est à Rabat. Cette antenne marocaine a également réussi à intéresser des institutions comme la délégation de l'UE, l'Ambassade de France, l'Association marocaine d'appui à la promotion de la petite entreprise, le ministère de l'Education nationale, de la Jeunesse et des Sports (pour les chantiers de jeunes), etc...

Actuellement, le programme communautaire d'électrification se poursuit dans les cercles de Taliouine et de Tata. Parmi les projets en cours, suite à cette électrification, il faut signaler :

1. Des actions de lutte contre la sécheresse et l'érosion,
2. Des aides à la création d'entreprises par les immigrés dans leur pays d'origine ; actuellement neuf immigrés, membres de Migrations et Développement ont déjà créé et gèrent leur entreprise au Maroc,
3. La promotion de l'artisanat et de la production agricole auprès des femmes,
4. Des activités de formation des cadres associatifs villageois,
5. L'organisation de chantiers d'échanges qui permettent de faire participer des jeunes Français et des jeunes d'origine étrangère à ces différentes activités.

Migrations et Développement compte aujourd'hui 670 adhérents, 5 salariés en France, 2 à Rabat et 2 à Taliouine (bureau régional), en plus des animateurs locaux qui travaillent dans les villages. Outre son siège à Marseille, l'association dispose d'antennes à Perpignan, Montpellier et Mulhouse. Des associations de migrants marocains en Allemagne, en Espagne ont pris contact avec Migrations et Développement afin de coordonner leurs actions.

Migrations et Développement ouvre son intervention aux autres pays maghrébins, l'Algérie et la Tunisie sont en cours de structuration. Les actions effectives sont en projet dans ces deux pays devraient débiter très prochainement.

D) Le déroulement du forum :

L'objectif initial a été pleinement atteint pour plusieurs raisons : au regard de la qualité des participants aux deux jours de séminaires, de la richesse des débats, des dimensions complémentaires entre l'expérience des uns et des autres et les questionnements mais aussi des attentes manifestées par les responsables des associations villageoises et des communes rurales à l'égard des urgences.

2. La présence de personnalités à l'ouverture des

3. L'analyse des débats, des échanges avec les différents participants montre nettement qu'il y a trois niveaux distincts et complémentaires de coopération :

1- Contexte du Forum d'Agadir

Le but de ce projet, dont le financement est assuré par l'Union européenne, est de préparer de nouvelles formes de partenariat entre les services de l'Etat, les Communes rurales, les Associations villageoises et les ONG, **en vue d'un développement durable des zones rurales de la province de Taroudant.**

Ce Forum marque la dernière phase du projet ECIL (Evaluation et Capitalisation des Initiatives Locales) ; Phase préparatoire : Définition des méthodes de travail et mobilisation des partenaires, notamment les services de l'Etat.

Phase de bilan-diagnostic de l'existant, secteur par secteur (octobre 1999 - juillet 2000).

Phase de "Planification participative" aboutissant à un plan d'action Concerté (Agadir 20 et 21 novembre 2000).

1) Objectifs du Forum d'Agadir

Soumettre le texte de la présente charte pour le Développement de Taroudant à leurs instances respectives. en vue de son approbation.

Article 1 : Mettre en place un modèle de "développement local durable".

Article 2 : Un développement partagé par toutes les composantes sociales en matière d'activités génératrices de revenus (y compris le tourisme rural).

Article 3 : Renforcement d'un partenariat entre tous les acteurs de développement.

Article 4 : La mise en place d'un Plan d'Action concerté, le Plan "Taroudant 2010" comme une expérience pilote de développement local.

Article 5 : Tous les acteurs de développement prennent l'engagement solennel, en souscrivant à cette charte, de tout mettre en œuvre pour relever ensemble, chacun à sa mesure et en assumant pleinement son rôle, les défis du développement.

Mettre en place un Plan de Cofinancement du Plan Taroudant 2010.

Appel aux bailleurs de fond et de la Communauté européenne pour qu'elles apportent les ressources complémentaires nécessaires à la bonne exécution du Plan.

Au cours de ce Forum, quatre thèmes ont été abordés :

Quel développement pour les zones rurales du Maroc ?

Le développement durable participatif.

Quelles stratégies pour un développement durable participatif ?

Un plan d'action pour le Développement durable de Taroudant.

2) Résultats du Forum d'Agadir : Élaboration de la Charte du

Développement durable de Taroudant (voir le texte ci-joint)

3) Constats :

Retard économique et social considérable de la population rurale de la province de Taroudant.

Rôle de plus en plus important de l'État, des Collectivités locales, des ONG et des émigrés dans le domaine de développement. Dynamique de la société civile.

4) Principes méthodologiques

Il est demandé à chaque département de mettre en place :

Un groupe de travail sur chaque secteur rassemblant les différents partenaires. Un atelier relatif à chaque secteur pour que chaque partenaire puisse échanger ses expériences.

L'organisation d'une journée d'étude relative à chaque secteur.

Un diagnostic pour l'ensemble de la province et par secteur.

Un Plan d'action discuté et accepté par tous les partenaires.

L'élaboration de projets pilotes partenariaux.

E) Les niveaux de la contribution possible de la Chaire Unesco

La formation des animateurs du développement durable

Les animateurs du développement responsables des actions concertés de développement possèdent pour la plupart des niveau de formation supérieure ce qui leur permet de mesurer les déficits de leur formation au niveau opérationnel (montage, contenus, etc .). C'est bien sur ce plan que les échanges réciproques de formateurs (universitaires et professionnels) et d'étudiants seraient bénéfiques à chacun des deux partenaires

